

MANIFESTATION DU 23/02 A CLERMONT-FD L'ORGANISATION DU DESORDRE

Samedi 23 février, acte XV des Gilets jaunes. Depuis le début du mouvement, aucune violence, aucune casse en ville. Mais cette fois, le cabinet du ministre de l'Intérieur et celui de la préfète décident que le pacifisme habituellement constaté n'a plus lieu d'être. La presse locale emboîte le pas de cette psychose générale. Une vingtaine d'articles de La Montagne, le quotidien régional, tous plus anxiogènes les uns que les autres tentent de dissuader les Clermontois-es de mettre le nez dehors ce jour-là. "Ville morte", "Communiqué de la préfecture concernant l'absence de transport", "Comment la ville a prévu de se protéger" "Clermont sous haute tension" "Clermont redoute la casse". 300 000 € sont dépensés pour « sécuriser la ville », poubelles, horodateurs, vitrines, etc. Effectivement, le matin du 23, Clermont-Fd a bien l'air d'une ville morte. **Malgré tout ce battage, et des barrages préventifs, près de 5.000 manifestant-es ont défilé à Clermont-Ferrand.** Dès 14 heures, la manifestation se met en branle dans la bonne humeur malgré le regard et le bruit incessants d'un hélicoptère. Au palais de justice, les choses se gâtent. Les policiers tirent les premières salves de lacrymogènes sur des manifestant-es toujours pacifiques, qui ne comprennent pas pourquoi on les charge ainsi, mais qui ne comptent pas lâcher le morceau. Des affrontements et la casse de quelques vitrines ont lieu dans la rue du 11 novembre et à l'entrée de la place de Jaude. Les lacrymogènes noient la place, il y a des blessé-es. A 19h le calme revient. Les chaînes d'info en continu évoquent le « saccage » de la ville, La Montagne titre « Clermont agressé » et « Le jour d'après ».

L'Union Syndicale Solidaires Auvergne rappelle que, entre le début du mouvement des gilets jaunes et le 4 février, les forces de l'ordre françaises ont procédé à 12 122 tirs de lanceur de balle de défense, 1 428 tirs de grenade lacrymogène instantanée (GLI F4) et 4 942 tirs de grenade à main de désencerclement. Un recensement réalisé par le journaliste David Dufresne – et publié par Mediapart – fait état de 253 blessés par des « armes de force intermédiaire », dont 193 par des tirs de LBD, sur les 428 signalements collectés, et 189

blessures à la tête, dont 20 éborgnements. Même la commissaire aux droits de l'homme appelle la France à « *mieux respecter les droits de l'homme lors des opérations de maintien de l'ordre* » et, en outre, « *à ne pas apporter de restrictions excessives à la liberté de réunion pacifique à travers la proposition de loi visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations* ». Elle met donc en garde la France contre l'adoption de la loi anticasseurs.

L'Union Syndicale Solidaires Auvergne, si elle déplore les dégradations commises en ville, condamne fermement la stratégie du chaos orchestrée par les pouvoirs publics à l'occasion de cette manifestation, comme cela a été le cas aussi pour d'autres manifestations dans d'autres lieux. Cette stratégie, déjà mise en place pendant les luttes contre les lois travail, ne saurait tenir lieu de réponse au malaise social grandissant qui s'exprime dans le pays devant le mépris et la destruction opérée par la politique néo-libérale depuis des années.

L'Union Syndicale Solidaires nationale et locale appelle ses adhérent-es et ses sympathisant-es à manifester chaque samedi avec les Gilets Jaunes, sur les revendications qui nous sont communes. Les Gilets Jaunes sont également venus manifester le 5 février aux côtés des syndicats. Solidaires n'a jamais caché sa lutte contre le racisme, l'antisémitisme, le sexisme, l'homophobie, ses engagements écologiques et humanistes. Nous avons toujours été bien accueilli-es dans les manifestations des Gilets Jaunes, avec nos autocollants, nos tracts, et les valeurs que nous portons.

En grève unitaire pour l'augmentation des salaires des pensions et des minima-sociaux, nous manifesterons de nouveau le 19 mars et appelons toutes celles et tous ceux qui luttent contre la précarité et les injustices croissantes dans notre société à nous rejoindre à 10h place du 1° mai. Ensemble, nous serons plus fort-e-s.